Maladies de POITRINE
ASTHME
SPÉCIALITÉS RENOMMÉES
Laboratoires scientifiques de la PHARM^IE DU TRICHON
ROUBAIX
Docteur VERHAEGHE
Renseign. tous les jours
Men spreekt vlaamsch

76e Année. — N°s 2 et 3. Le numéro : 25 centimes VENDREDI 2 ET SAMEDI 3 JANVIER 1931.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

	3 mois,	6 mois,	1 an.
Nord et limitrophes	22.00	40.00	76.00
Autres départements	23.00	43.00	80.00
Belgique	25.00	48.00	90.00
Union Postale : Tarif A	35.00	70.00	140.00
— Tarif B	50.00	100.00	200.00

ANNONCES, RÉDACTION

ROUBAIX, 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 19.06. Inter. 6.
TOURCOING, 33, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE, 3, rue Faidherbe. Tél. 57.07.
PARIS, 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.
CHÈQUES POSTAUX : 87 LILLE

Nouvelle VENTE PUBLICITAIRE
Au Soldeur
33, Rue Pierre-Motte, 33
NOUVEAUX ARTICLES
NOUVEAUX PRIX
Cadeaux et Jouets de Noël aux 1.200 premiers clients

BILLET PARISIEN

L'accumulation de l'or

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 2 JANVIER (MINUIT).

Une réunion semi-officielle — c'est le terme employé par l'ambassade de Grande-Bretagne — a eu lieu ce matin au Ministère des Finances, entre fonctionnaires français et britanniques, sous la présidence de M. Escalier, directeur du mouvement général des fonds. Cette conférence est destinée à préparer une coopération plus étroite entre les marchés monétaires des deux pays. Elle est motivée par les inquiétudes qui se sont fait jour en Angleterre à la suite de l'accumulation des espèces métalliques à Paris et des forts retraits d'or de Londres qui en ont été la conséquence.

Ces transferts ayant plus ou moins déséquilibré les marchés monétaires de Paris et de Londres — surtout ce dernier — il y eut lieu d'étudier des accords permettant d'obvier à ces inconvénients. L'accumulation de l'or en France est une des conséquences du redressement financier accompli par M. Poincaré. Elle est à la fois le signe de la confiance que les étrangers n'ont pas cessé depuis lors de mettre dans notre avenir financier et l'indice de notre santé économique qui nous permet d'avoir une balance commerciale en équilibre.

Mais cet or, en s'accumulant dans les coffres de la Banque de France, devient une sorte de richesse stérile dont l'absence peut se faire sentir, non seulement sur les marchés étrangers, mais encore sur notre propre marché. On se rappelle que, dans les premières années qui suivirent la guerre mondiale, les Etats-Unis souffrirent d'un mal que l'on appelait alors d'un terme assez impropre : l'inflation-or. Aujourd'hui, nous risquons à notre tour de connaître les inconvénients de la thésaurisation métallique, encore que notre situation soit bien différente de celle des Américains à cette époque.

Mais si nous sommes intéressés dans une certaine mesure à une nouvelle répartition de l'or entre les marchés monétaires du monde, l'Angleterre y est intéressée beaucoup plus que nous encore, car si l'on peut être embarrassé par une trop grande accumulation de métal précieux, il est beaucoup plus gênant d'en déplorer la pénurie. Or, tel est justement le cas de nos voisins britanniques. Divers projets ont été envisagés, que les experts qui viennent de se réunir ont la tâche d'étudier. Ajoutons que — corrélation sans doute avec cette conférence — la Banque de France a abaissé le taux de son escompte de 2 ½ à 2 %.

R...

Les réceptions officielles du Président de la République

Paris, 2 janvier. — Les réceptions officielles du 1er janvier ont eu lieu dans la matinée au palais de l'Elysée.

Les premiers vœux présentés au chef de l'Etat ont été ceux des maisons civile et

(W de Word photos)

M. DOUMERGUE VA RENDRE LEUR VISITE AUX PRÉSIDENTS DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE

militaire, dont M. Jules Michel, secrétaire général de la présidence, a été l'interprète.

M. Théodore Steeg, président du Conseil; les ministres et sous-secrétaires d'Etat sont venus à 10 h. 30 pour assister le président de la République pendant les réceptions et visites.

M. Gaston Doumergue a reçu, à 10 h. 35, M. Paul Doumer, président du Sénat; les membres du bureau du Sénat et les sénateurs présents, et, à 10 h. 55, M. Fernand Bouisson, président de la Chambre des députés; les membres du bureau de la Chambre et les députés présents.

Le président de la République s'est ensuite rendu avec le président du Conseil au palais du Luxembourg et au Palais-Bourbon, où les membres du gouvernement les avaient précédés, pour rendre leur visite au président du Sénat et au président de la Chambre des députés.

De retour à l'Elysée à 12 h. 10, le président de la République a retenu à déjeuner le président du Conseil, les ministres et les sous-secrétaires d'Etat, ainsi que les personnes de ses maisons civile et militaire.

Le prochain mouvement préfectoral

Paris, 2 janvier. — C'est vraisemblablement, mardi prochain, au cours du Conseil des ministres, que M. Georges Leygues, ministre de l'Intérieur, soumettra à la signature du président de la République, un mouvement administratif ayant pour point de départ les nominations des nouveaux préfets de la Gironde, en remplacement de M. Thome, nommé secrétaire général du ministère de l'Intérieur et directeur de la Sûreté générale, de la Loire, en remplacement de M. Regnant, ancien directeur du personnel au ministère de l'Intérieur qui sera mis à la disposition du ministre et des Vosges, en remplacement de M. Chaumet, nommé directeur du personnel au ministère de l'Intérieur.

« Je ne ferai la guerre que si je suis pris à la gorge » déclare M. Mussolini

Londres, 2 janvier. — Dans une interview accordée au correspondant spécial du « Daily Mail » à Rome, M. Mussolini a protesté contre l'interprétation donnée à des extraits de ses discours dans le courant de l'année 1930 et le représentant comme animé de sentiments belliqueux. Il a dit notamment :

— Je ne ferai jamais la guerre, à moins d'être pris d'abord à la gorge. L'état des affaires internationales est très tendu en Europe; il faut en chercher la cause dans la grande inégalité d'armements qui existe entre les différentes nations européennes. Je sais que la nation française elle-même n'est pas agressive, mais l'hégémonie militaire qu'elle a établie, maintient tout le continent dans la fermentation. Outre la réduction des armements, la révision des traités de paix est nécessaire pour rétablir un sentiment de sécurité. Il y a des absurdités territoriales à éclaircir; il y a des injustices morales, comme la mutilation de la Hongrie, à réparer.

Nous autres, Italiens, sommes forcés d'armer, parce que nos voisins insistent pour annoncer des armements, mais nos préparatifs militaires n'ont d'autre but que de protéger nos solides frontières naturelles.

L'Italie ne vise pas à la formation d'un bloc révisionniste; mais les efforts qui sont faits pour cristalliser les conditions actuelles de l'Europe, conditions contraires à la nature, ne peuvent que créer une communauté d'intérêts parmi ceux qui subissent un préjudice du fait de ces efforts.

Un message de Mussolini au peuple américain

Rome, 2 janvier. — Les journaux consacrent une large place au discours adressé par le duce, au peuple américain et radiodiffusé.

Le « Messagero » souligne cette innovation qu'il considère comme un moyen d'expression essentiellement fasciste et contraire aux vieilles traditions de la politique. Il déclare notamment :

Il faut espérer que la parole du duce sera comprise à sa juste valeur partout, même dans les pays les plus éloignés.

Le « Popolo di Roma », dit :

Après le discours du duce, il n'est plus possible de spéculer sur les intentions de notre pays. La sincérité de M. Mussolini est si absolue, qu'elle ne permet pas les équivoques.

Le journal souligne, notamment, les passages du discours, où il est dit que l'Italie ne prendra jamais l'initiative d'une guerre; il ajoute, le message d'hier fera polariser vers le duce les sympathies de tous ceux qui, en Europe et en Amérique, désirent une collaboration des peuples et l'affirmation de la justice et de la paix.

L'accroissement de la marine de guerre italienne pendant l'année 1930

Rome, 2 janvier. — La « Tribuna » publie une statistique de laquelle il ressort qu'après le lancement de six sous-marins, sept croiseurs, deux contre-torpilleurs et un éclaireur, la marine de guerre italienne s'est accrue, en 1930, de 59.213 tonnes.

Un mouvement révolutionnaire triomphe à Panama

LE PRÉSIDENT EST PRISONIER DES INSURGÉS

Buenos-Ayres, 2 janvier. — *Selon les journaux, la révolution a triomphé à Panama. Le président est prisonnier.*

Le mouvement révolutionnaire a éclaté à trois heures du matin. Douze postes de police ont été pris d'assaut.

Les révolutionnaires ont attaqué ensuite le palais présidentiel qui s'est rendu après un siège de deux heures.

Le président Arosemena et tous ses ministres ont été incarcérés.

Le mouvement a été organisé par une association de jeunes gens : l'*Action commune*.

La Cour suprême de justice exerce provisoirement le gouvernement.

On mande de Panama à l'*Associated-Press* que l'organisation *Action commune* a publié, cet après-midi, un manifeste proclamant M. Harmadio Arias, président de la République et exigeant la démission de M. Arosemena.

Ce soir, les révolutionnaires ont arrêté l'ancien président Rodolpho Chiari. On confirme qu'au moins dix personnes ont été tuées et une vingtaine blessées, au cours des combats de ce matin.

D'autre part, on annonce qu'avant de démissionner, le président Arosemena a nommé M. Arias, premier ministre de Panama.

L'ancien premier ministre, Daniel Balles, a également donné sa démission.

— **L'état de santé de Mgr Seipel**, qui se trouve actuellement dans un sanatorium de Méran, se serait aggravé.

LES NÉGOCIATIONS FRANCO-ITALIENNES

(Photo Keystone)

M. CRAIGIE

spécialiste naval anglais qui, venant de Rome, a eu une entrevue avec M. Massigli à Paris.

LE MARÉCHAL JOFFRE S'ÉTEINT LENTEMENT

L'illustre malade est toujours dans le coma
La France est angoissée par l'émouvante agonie de son sauveur

LA DÉLÉGATION DE L'UNION NATIONALE DES AMPUTÉS DE TERRE ET DE MER VENUE AVEC SON DRAPEAU, SALUER LE VAINQUEUR DE LA MARNE (W.W.P.)

L'émouvante agonie du maréchal Joffre se prolonge. La résistance de l'illustre malade déroute par sa durée les prévisions de la science. Et la France anxieuse suit les phases de la lutte suprême livrée à la mort par son sauveur, qui s'éteint lentement.

Un faux bruit

Paris, 2 janvier. — La journée de jeudi, la première de l'an nouveau, a été particulièrement émouvante. Une faiblesse soudaine ayant accablé l'illustre malade à la fin de la matinée, le bruit de sa mort courut au début de l'après-midi. Près d'une heure durant, l'incertitude et l'angoisse régnèrent dans le groupe inlassable des informateurs et des curieux qui se mêlent rue Oudinot, autour de la clinique. Puis le démenti officiel parvint aux journalistes et l'attente anxieuse reprit, alertée de minute en minute par la lecture des communiqués et l'interview des visiteurs.

D'après le bulletin de santé communiqué vendredi matin à 7 h. 15, la nuit s'est passée sans incident, et le maréchal était toujours dans le même état.

Comment Londres apprit jeudi la fausse nouvelle de la mort du maréchal Joffre

La fausse nouvelle de la mort du maréchal Joffre a été connue à Londres, à midi 11, par l'intermédiaire d'une agence anglaise d'informations ; elle fut confirmée une seconde fois à midi 17 par une autre agence et, par une troisième source, à midi 29. Arrivée au moment où l'on s'apprêtait, dans toutes les imprimeries, à publier les éditions des journaux de l'après-midi, la nouvelle fut insérée en dernière heure et annoncée aux Londoniens par de grands placards. C'est à midi 57 qu'une quatrième agence annonça qu'à midi 35, le maréchal Joffre « reposait tranquillement ».

Successivement, à 1 h. 03, à 1 h. 06 et à 1 h. 10, les trois agences anglaises qui avaient annoncé la mort du maréchal démentirent, mais il était alors trop tard et des centaines de milliers de journaux avaient été imprimés, vendus à Londres et expédiés en province.

L'extraordinaire résistance

Le professeur Leriche, qui avait quitté le chevet du maréchal Joffre à 5 heures et demie, vendredi matin, est revenu à huit heures à la clinique. Les traits des l'éminent praticien étaient marqués par la fatigue.

« Il faut attribuer son extraordinaire résistance, dit-il, à l'état excellent de son organisme. Depuis trente ans, le maréchal n'a, pour ainsi dire, jamais bu d'alcool. De plus, il n'a jamais été atteint d'une maladie grave. »

Le malade passera peut-être la nuit

Le docteur Boulin, qui va prendre à son tour quelque repos, déclare en s'en allant, à 8 h. 15 :

« La syncope finale qui emportera le maréchal peut être prévue une demi-heure ou trois quarts d'heure avant, par une accélération du pouls. Actuellement, il est sans connaissance. Nous lui faisons des piqûres de sérum à haute dose qui peuvent lui permettre de passer la journée, peut-être la nuit. »

Situation stationnaire

M. Barthou arrive à 10 h. 15. Il est immédiatement introduit au chevet du maréchal. Trois quarts d'heure après, le ministre de la Guerre, accompagné du professeur Faure, quitte la clinique en déclarant :

« C'est toujours la même situation. Le maréchal peut vivre vingt-quatre heures encore. Sa respiration est bonne et son allure est toujours ce qu'elle a été toujours : fière et belle. Je ne veux pas vous en dire davantage. »

A midi, le capitaine de Saint-Sernin est venu lire à la porte de la clinique de la rue Oudinot le bulletin de santé suivant :

« La situation est sans changement. »

Signé : Professeur LERICHE, Dr BOULIN.

Le capitaine de Saint-Sernin a dit aux journalistes :

« Messieurs, vous pouvez aller déjeuner tranquillement, aucune aggravation n'est prévue avant deux ou trois heures. »

Au cours de la matinée, le maréchal Franchet d'Espérey est venu visiter le maréchal Joffre. A la sortie de la clinique, avant de remonter en voiture, il a dit : « Je l'ai vu ».

Le colonel Demazes, de l'état-major, a déclaré à 14 h. 40 :

« Le maréchal est étendu sur son lit, les mains le long du corps. Il n'a pas pris une goutte d'eau depuis jeudi à 11 heures. Son état est toujours le même. Il respire profondément et lentement. Il n'a aucun soubresaut. »

A 16 h. 20, le malade est toujours dans le même état...

A 16 h. 20, le capitaine de Saint-Sernin, officier de l'état-major du maréchal Joffre, en sortant de la clinique de la rue Oudinot, déclare :

« Autant que l'on puisse dire, il n'y a pas de crainte immédiate. Le maréchal est toujours dans le même état. »

...le coma, avec des reprises étonnantes

Le colonel Fabry et M. Louis Barthou arrivés, le premier à 18 heures, le second à 18 h. 15, à la clinique de la rue Oudinot, sont ressortis ensemble à 19 h. 45.

« C'est un mécanisme qui a des ressorts merveilleux, a dit M. Barthou en parlant du maréchal. Quand on croit qu'il va s'arrêter, il repart. *Le maréchal est toujours dans le coma, mais il a des reprises étonnantes.* »

Le colonel Fabry dit à son tour :

« C'est un moribond, mais vu son étonnante vitalité, on ne peut dire combien il pourra durer. »

Le maréchal baisse lentement

A 18 h. 35, le professeur Paul-Louis Faure, sortant de la clinique de la rue Oudinot, se borne à dire :

« *Le maréchal baisse lentement.* »

La foule, rue Oudinot

A partir de 19 heures, la foule commence, comme les jours précédents, à se masser devant la façade de la maison de santé des Frères de Saint-Jean de Dieu. Elle est bientôt particulièrement dense et s'étend jusqu'à la maison où mourut le poète François Coppée, au numéro 12 de la rue Oudinot.

La température presque douce rend moins pénible la longue attente de toute cette foule anxieuse dont le culte pour le vainqueur de la Marne ne laisse pas d'être émouvant. Les passants qui n'ont pas le temps de stationner, s'informent hâtivement de l'état du maréchal.

Les personnalités qui viennent régulièrement, depuis une semaine, se renseigner sur l'état de santé du grand soldat se succèdent dans le petit salon de la clinique, où le colonel Desmazes communique les dernières nouvelles.

Parmi les premiers arrivants, on remarque MM. Steeg, président du Conseil ; le colonel Fabry ; Millot, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre ; Louis Mill, directeur du *Temps* ; Alexandre Millerand, J.-L. Dumesnil, etc....

Visiteurs de marque

Parmi les personnalités qui, au début de la soirée, sont venues s'inscrire ou prendre des nouvelles du maréchal Joffre à la clinique de la rue Oudinot, citons : M. Chlapowski, ambassadeur de Pologne ; le général Nollet et Mme la maréchale Foch.

Les communiqués de la soirée

A 20 h. 30, le professeur Faure quitte la clinique de la rue Oudinot et déclare :

« La situation reste la même ; *le maréchal peut vivre encore plusieurs jours, comme plusieurs heures.* »

A un journaliste qui lui demande si le maréchal souffre, le professeur répond :

« *Le maréchal ne souffre certainement pas.* »

L'état-major du maréchal Joffre a communiqué, à 22 heures, le bulletin suivant :

« Il y a eu, dans l'après-midi, de grandes alertes respiratoires. *Depuis 20 heures, le maréchal repose dans le calme.* Le pouls est faible, la respiration accélérée, la température basse.

» Signé : Professeur LERICHE, docteurs BOULIN et FONTAINE. »

M. Grinda, ministre du Travail, parle du chômage et des Assurances sociales

Des mesures sont prises pour protéger la main-d'œuvre française

Nice, 2 janvier. — Dans un discours qu'il a prononcé au cours de sa réception par la municipalité de Nice, en réponse aux paroles du maire, le docteur Grinda, ministre du Travail a dit notamment :

Une crise économique d'une gravité exceptionnelle sévit sur le monde entier. Elle avait, jusqu'à ce jour, épargné notre pays. Aux esprits chagrins, nous pouvons conseiller de prendre un billet de chemin de fer pour une destination quelconque en dehors de nos frontières. Ils se rendront compte que le ralentissement des affaires dont nous souffrons, n'est que le pâle reflet des difficultés au milieu desquelles se débattent nos voisins. Toutefois, la dépression économique mondiale menace de gagner la France. Depuis des mois elle se manifeste par des prodromes multiples. L'un d'eux me préoccupe particulièrement, car il est du ressort du ministère du Travail, c'est le chômage. De semaine en semaine, le nombre des chômeurs progresse rapidement. Nous avions le 30 décembre, malgré le surcroît d'activité qui précède le jour de l'An, plus de 12.000 chômeurs secourus, dont plus de 7.000 à Paris. Dans certaines industries, les travailleurs sont renvoyés; les journées de travail sont réduites. Les délégations patronales et ouvrières se succèdent dans mon cabinet. Les demandes d'arbitrage se multiplient. Certes, nous n'avons encore que quelques milliers de chômeurs, alors qu'en Amérique et dans tous les pays d'Europe, il y en a des millions. Ces chômeurs grèvent lourdement les budgets publics.

Les mesures prises

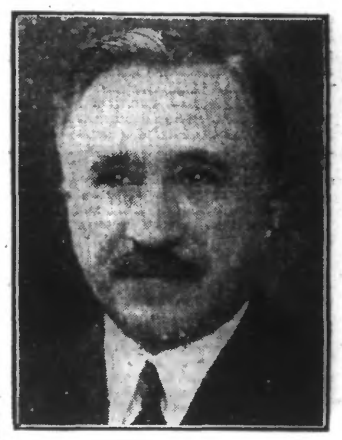
Néanmoins, pour traverser sans trop de difficultés les mois d'hiver, où le chômage sévit toujours plus durement, des mesures urgentes s'imposaient : fermeture des frontières à la main-d'œuvre étrangère, refus intransigeant de régulariser la situation de nombreux émigrants entrés frauduleusement en France, entreprise aussi rapide que possible des grands travaux prévus dans le projet d'outillage national et dont le gouvernement, dès la rentrée, va poursuivre le vote devant le Parlement; telles sont les mesures qui, tout en protégeant notre main-d'œuvre, nous permettront de réaliser un magnifique programme économique et social.

Le ministre annonce le prochain dépôt d'un projet rectificatif à la loi des assurances sociales

Si le problème de la main-d'œuvre, particulièrement délicat en période de crise économique, fait l'objet de mes préoccupations, il en est de même d'un autre problème, non moins complexe : celui de la mise en application de la loi des Assurances sociales.

Les résultats obtenus dépassent les prévisions les plus optimistes. Nous comptons plus de huit millions d'assurés immatriculés à 800 caisses, dont 500 mutualistes. Les recettes dépassent 1 milliard 300 millions. Les prestations sont distribuées sans incident notable.

L'éloquence de ces chiffres répond mieux qu'un long discours aux attaques dont la loi des Assurances sociales est l'objet. Mais ces documents nous indiquent aussi les modifications qui s'imposent d'urgence. Elles seront réalisées dans un projet de loi rectificatif que j'aurai prochainement l'honneur de déposer à la rentrée des Chambres.



(Photo H. Manuel.)

M. GRINDA

ministre du Travail

Conciliation...

— Je ne sais, a conclu M. Grinda, et nul ne peut prévoir quelle sera la destinée de notre ministère, mais il constitue un effort sincère et loyal de conciliation en attendant la réconciliation qui, dans la crise économique et sociale mondiale que nous traversons, s'impose à tous les bons Français, à tous les ennemis du désordre, dans l'intérêt supérieur de la Patrie.

LES TROUBLES AUX INDES ANGLAISES

Rangoon, 2 janvier. — Des informations dont on n'a pas officiellement confirmation, annoncent qu'une rencontre a eu lieu dans la région de Pashegyaw, entre les troupes indiennes et les rebelles. Ces derniers ont subi de lourdes pertes.

Par ailleurs, une dépêche de Tharrawaddy, signale que la situation n'inspire plus aucune inquiétude. On s'attend à ce que tous les rebelles soient entièrement dispersés d'ici quelques jours.

On déclare que le nombre des personnes blessées au cours des collisions qui se sont produites à Bombay est de cent soixante-quinze, dont trente-trois grièvement. Sept auraient été blessées par des balles.

Le Conseil de guerre du congrès ayant organisé les réunions interdites par la police, de nouvelles échauffourées se sont produites. La police a chargé à plusieurs reprises et, à 14 heures, soixante-deux blessés, dont dix grièvement, avaient été transportés dans les hôpitaux.

Arrestation de Mme Nehru

Allahabad, 2 janvier. — La police a fait procéder à l'arrestation de Mme Kamala Nehru, femme du président Jawarharlal Nehru, président du congrès nationaliste hindou, qui purge actuellement une peine de deux années de prison.

La Banque de France a abaissé le taux de son escompte

Paris, 2 janvier. — La Banque de France a abaissé le taux de l'escompte de 2 1/2 % à 2 %.

M. HUGH WALLACE

ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris

est mort

Washington, 2 janvier. — M. Hugh Wallace, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France, est décédé.

M. HUGH WALLACE

Les mutations seront nombreuses et importantes dans l'État-Major général de l'armée, en 1931

33 généraux de division parmi lesquels les généraux Degoutte et Niessel, du Conseil supérieur de la guerre, Lacapelle, ancien commandant et Boquet, commandant actuel du 1er Corps passeront au cadre de réserve

On mande de Nancy au « Matin » :

Les mutations dans l'Etat-major général de l'armée seront particulièrement nombreuses et importantes au cours de cette année. Sans parler des généraux de brigade, il n'y aura, en effet, pas moins de trente-trois généraux de division et de cinq hauts fonctionnaires militaires, assimilés à ce grade, qui seront atteints, en 1931, par la limite d'âge de 62 ans.

Sur ces trente-trois divisionnaires qui quitteront l'armée active, se trouvent neuf généraux ayant rang et prérogatives de commandant de corps d'armée. Les commandements de la dixième région, (Rennes) ; de la seizième région, (Montpellier) ; des troupes coloniales de la métropole, (Paris) ; de la sixième région, (Metz) ; des troupes du Maroc, (Rabat) ; de la troisième région, (Rouen) ; de la première région, (Lille) ; de la cinquième région, (Orléans) deviendront ainsi vacants successivement.

En outre, deux places seront disponibles au Conseil supérieur de la guerre, puisque les généraux Degoutte et Niessel maintenus en activité jusqu'à l'âge de 65 ans, seront atteints par cette nouvelle limite d'âge, aux dates respectives des 18 avril et 24 octobre 1931 et passeront alors au cadre de réserve.

Toutes les mutations s'échelonneront de la façon suivante :

Janvier : général Jouvin, directeur de la P. M. S. du gouvernement militaire de Paris ;

Février : généraux Tanant, commandant la 10me région ; Rondeau, commandant la 21me division d'infanterie ; Roure, commandant l'artillerie de la région de Paris ; Pasquier, membre du Comité consultatif de défense des Colonies ; médecin général, inspecteur Rigollet, directeur du service de santé des troupes coloniales ;

Mars : généraux Le Hénaff, commandant la 13me division d'infanterie ; Colin, commandant la 11me division d'infanterie ; Faugeron, commandant l'artillerie du 20me corps. Roger, ancien commandant de l'artillerie de l'armée du Rhin ;

Avril : généraux Degoutte, membre du Conseil supérieur de la guerre (limite d'âge de 65 ans) ; Franceries, des troupes coloniales ;

Mai : généraux Andlauer, ancien commandant du 32me corps en Rhénanie ; Frantz, commandant la 29me division d'infanterie ; contrôleur général de première classe Litschfousse ;

Juin : généraux Broussaud, commandant la 16me région ; De Gail, commandant la cavalerie du Maroc ;

Juillet : généraux De France, commandant la 2me division de cavalerie ; Lavergne, commandant supérieur de la défense de Belfort ;

Août : généraux Peyregne, commandant supérieur des troupes coloniales ; Dresch, membre de la Commission d'organisation des régions fortifiées ; Thomas, commandant la